FORUM DE LA SEMAINE

Grand Quotidien Privé Togolais d'Information et d'Analyse

250 F

18ème année N°2753 du Mercredi 12 Août 2020

site :http//www.forumdelasemaine.com

Travaux de construction de l'IFAD de Barkoissi :

32,99% de taux de réalisation des travaux

P.4

Togo:

Des marins mécontents de l'organisation du test COVID au port

P.4

Noël Bataka, Ministre de l'Agriculture

Agriculture

Déploiement de 15.000 kits d'irrigation, autre mesure pour soutenir les acteurs agricoles

P.2

Carnet noir:

Herman Hunkpati Messan, le «Ressort» du réseau défensif n'est plus

Intrépides et braves, furent bon nombre de sportifs toutes disciplines confondues à faire flotter avec passion indescriptible le drapeau national togolais sous divers cieux. Parmi le lot, un artiste footballeur qui a donné toute sa noblesse au poste de libero (arrière central). Il s'agit de Herman Hunkpati Messan, qui a malheureusement rendu l'âme dans la nuit du 9 aout.

Irréprochable balle au pied tant dans les rangs de la Modèle (Yellow Fever) de Lomé qu'en sélection togolaise, il a le don de jaillir pour » tacler » sans peine tout attaquant et lui subtiliser le cuir. Doué et bien bâti sur le plan physique et plus connu Ressort, le fécond joueur s'en est allé dans la nuit du 9 aout 2020 à Lomé.

Septuagénaire, Ressort était le cadet de Zanpano et de Kpadé Venance Hunkpati, des anciens joueurs de la Modèle de Lomé. Après ses débuts à l'Alliance de Lomé dans les années 60, il intègre la formation des Onze merveilleux avant de s'éclater sous les couleurs Jaune et Noir du Yellow Fever autre appellation de la Modèle de Lomé.

De la génération des joueurs tels Daniel Barrigah, Ayivi Wolou, Michel Aménuvekou, Ali Alassane, Akakpo Leo, Mébounou Kpadé Clément, Geraldo Ambroise, Sodjinshie, Kaolo, Azianou Tobias, Adjévi da Silveira, Julien Dovi Aguiar, Amouzou Perequito, Georges Koudouwovor, Robot 1, Apampa Ramanou et autres ; Ressort fut dans le temps un pion indispensable dans le dispositif défensif de la sélection togolaise sous le coaching des entraîneurs Charles Ayivi, Léonidas Quashie, Oscar Anthony, Emmanuel Cadiry, Gottlieb Goeller...

Après avoir évolué sous les couleurs de Lomé 1 au lendemain de la dissolution mal ficelée des clubs togolais en 1974, Ressort s'était expatrié vers le Gabon en tant que joueur et dirigeant au sein du FC 105 de Libreville.

Triste fin pour l'élégant joueur qui fait partie des « héros d'Accra », ceux qui éliminèrent avec brio les Black Stars du Ghana pour décrocher la première participation du Togo à la CAN, l'édition de mars 1972 à Yaoundé au Cameroun.

Il avait été honoré par Sergio Sport, lors de la 10e édition du tournoi des Retrouvailles à Kpalimé.

Crédit Photo: D.R (Archives)

Agriculture

Déploiement de 15.000 kits d'irrigation, autre mesure pour soutenir les acteurs agricoles

La crise économique provoquée par la covid-19 a contraint les autorités à repenser leur programme de développement. Le Togo a établi un plan de relance qui prend sous son aile plusieurs secteurs, en l'occurrence l'agriculture, afin de mobiliser des ressources pour l'atteinte des objectifs fixés dans le compte de la campagne 2020-2021. Mieux, l'Etat va soutenir les acteurs touchés par les conséquences de la pandémie en assurant la production en contre-saison pour les ménages vulnérables, ce qui contribuera à gonfler le rendement agricole national. C'est principalement pourquoi 15.000 kits d'irrigation seront déployés d'ici novembre 2020.

Cette mesure de soutien à la campagne agricole de 2020-2021 vise à assurer aux ménages ruraux une sécurité alimentaire et nutritionnelle ; multiplier à terme leurs revenus habituels par deux au moins, faciliter l'accès à des kits d'intrants massifs et améliorer leurs conditions de vie par la même occasion.

Avec cet investissement, l'Etat va porter, selon les prévisions, les revenus des producteurs à près de 230 milliards de francs CFA. Au même moment, le pays atteindra une production de 225.000 tonnes pour le coton, près de 02 millions de tonnes pour le maïs, un peu plus de 332.508 tonnes de riz et près de 140 milles tonnes de soja.

Pour atteindre tous ces objectifs, une plateforme digitale sera mise en place avec des sociétés privées qui seront retenues suite à un appel à manifestation d'intérêt. Il va de soi que l'Etat va jouer un rôle déterminant dans le démarrage du projet. Celui-ci consistera à l'exonération sur le matériel et une facilité à accorder une avance aux ménages sous forme de crédit à zéro taux d'intérêt en vue de l'acquisition des kits.

Cette facilité sera essentiellement basée sur le modèle « pay as you go », un système fiable mis en place dans le cadre de l'électrification rurale. L'appui du gouvernement va permettre d'atteindre au moins 15.000 bénéficiaires avec un crédit à taux nul pour un kit d'une valeur de 1.325.699 francs CFA par bénéficiaire.

L'action va soutenir les agriculteurs en cette période de crise. Il n'est pas moins important de souligner que cette main tendue du gouvernement n'est pas la première et ne sera probablement pas la dernière. Les pouvoirs publics ont entre autres prévu d'outiller plus de 150.000 petits exploitants agricoles. Ceux-ci vont bénéficier des intrants agricoles avec pour objectifs de garantir un bon rendement agricole ; d'empêcher la crise alimentaire qui plane sur les pays de la sous-région en raison de la crise engendrée par la covid-19.

COVID-19

6 gestes simples à adopter pour se protéger

L'évolution de la situation liée au coronavirus (COVID-19) est imprévisible et chacun doit donc se tenir régulièrement informé. Vous pouvez réduire le risque d'être infecté ou de propager la COVID-19 en prenant quelques précautions simples.

Voici des mesures annoncées par l'OMS et le gouvernement pour se mettre à l'abri de la pandémie et éviter aussi sa propagation.

1. Se laver fréquemment et soigneusement les mains avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon.

Se laver les mains, conseillent les médecins, avec une solution hydroalcoolique ou à l'eau et au savon tue le virus s'il est présent sur vos mains.

2. Maintenir une distance d'au moins un mètre avec les autres personnes qui toussent ou qui éternuent.

Lorsqu'une personne tousse ou éternue, elle projette de petites gouttelettes qui peuvent contenir le virus. « Si vous êtes trop près, vous pouvez inhaler ces gouttelettes et donc le virus responsable de la COVID-19 si la personne qui tousse en est porteuse », renseignent les Agents de la santé.

3. Éviter de se toucher les yeux, le nez et la bouche.

Reçu en début de semaine sur une radio locale, le colonel médecin, Dr Djibril Mohama conseille d' « éviter de porter régulièrement les mains sur le visage » en ces moments. Les mains, renseigne-t-il, sont en contact avec de nombreuses surfaces qui peuvent être contaminées par le virus. « Si vous vous touchez les yeux, le

nez ou la bouche, le virus peut pénétrer dans votre organisme et vous pouvez tomber malade », prévient le médecin.

4. Veillez à respecter les règles d'hygiène respiratoire et à ce que les personnes autour de vous en fassent autant. En cas de toux ou d'éternuement, il faut se couvrir la bouche et le nez avec le pli du coude, ou avec un mouchoir et jeter le mouchoir immédiatement après.

Les gouttelettes respiratoires, selon les spécialistes, propagent des virus. En respectant les règles d'hygiène respiratoire, vous protégez les personnes autour de vous de virus tels que ceux responsables du rhume, de la grippe ou de la COVID-19.

5. Si vous ne vous sentez pas bien, restez chez vous. En cas de fièvre, de toux et de dyspnée, appelez le « 111 »

Ce sont les autorités nationales et locales qui disposent des informations les plus récentes sur la situation de la pandémie. Si vous appelez ce numéro en cas d'apparition des symptômes ou en présence d'un cas suspect, vous recevrez d'utiles conseils et consignes.

6. Informez-vous constamment pour savoir quelles sont les villes ou les zones où la COVID-19 se propage à grande échelle.

Il est important de s'informer régulièrement pour savoir l'évolution de la pandémie dans le pays. Si possible, évitez des sorties ou voyages inutiles.

ogotopnews

Santé :

La Trypanosomiase humaine africaine, n'est plus un problème de santé publique au Togo

Le Togo est exempte de la Trypanosomiase humaine africaine (Tha), en matière de santé publique. C'est ce que révèlent les conclusions d'une étude réalisée par des experts extérieurs du Bureau régional Afrique de l'ONU. Le ministre togolais de la Santé, Prof Moustafa Mijiyawa, en a eu connaissance par le biais d'un courrier signé du directeur général de l'OMS, Dr Tedros A. Ghebreyesus.

Le document contient des informations sur l'historique de la situation épidémiologique de la Trypanosomiase humaine africaine au Togo à ce jour, y compris la charge de morbidité.

« *J'ai le plaisir de vous infirmer que, sur la base des éléments probants figurant au dossier et de la recommandation des experts extérieurs, l'OMS conclut que le Togo satisfait aux critères d'élimination de la Tha en tant que problème de santé publique. Je tiens à vous féliciter sincèrement de cette réussite éclatante* », a écrit le directeur général de l'OMS au ministre Moustafa Mijiyawa.

Les prouesses réalisées par le Togo dans l'éradication de la maladie est le résultat de la mise en place d'un système de surveillance efficace et intégré initié depuis 2010 par le gouvernement.

L'OMS recommande au Togo de continuer à garantir une prise en charge de qualité des patients dans tout le pays. Il est également conseillé aux autorités sanitaires togolaises, la poursuite des activités de surveillance afin de repérer une éventuelle résurgence de la maladie et ce, tant que tous les pays d'endémie de la Région, et plus spécialement les pays voisins n'auront pas atteint l'objectif d'élimination.

Les conclusions de cette étude invite le Togo à raffermir sa collaboration avec l'OMS au fur et à mesure que d'autres orientations seront élaborées. Ceci permettra d'intégrer la surveillance dans les autres programmes de santé publique et de soins de santé primaire.

Connue aussi sous le nom de la maladie du sommeil, la Trypanosomiase humaine africaine est une parasitose à transmission vectorielle. La maladie sévit exclusivement dans 36 pays d'Afrique au sud du Sahara, où se trouvent les mouches tsé-tsé qui en sont les agents vecteurs.

Pour une bonne gouvernance :

Séna Alipui propose le transfert de la souveraineté des États à la CEDEAO

Libéraliste de par ses points de vue sur les questions politique et sociale, Séna Alipui, Acteur politique et de la Société civile, s'est une fois encore consacré à l'analyse de la situation politique qui prévaut en Afrique, après soixante (60) années d'indépendances. Considérant que la bipolarisation de la vie politique, est un des symptômes de la vitalité démocratique des États Africains, et non une fin en soi, Séna Alipui propose pour une bonne gouvernance, que la bonne partie de la souveraineté des États de la sous-région, soit transférée à la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

Analysant la situation politique, qui prévaut dans la sous-région, Séna Alipui constate que la question de l'alternance et des mandats des chefs d'États Africains, présentée comme la cause principale d'une mauvaise gouvernance ne saurait être la solution pour les pays de la CEDEAO.

Mais plutôt, le député constate que la bipolarisation (pouvoir et opposition NDR) de la vie politique soldée par un désir de l'alternance, ne peut être réellement expliquée, comme un symptôme de la vitalité de la démocratie africaine et non une fin en soi.

Dans la logique, Séna Alipui propose à ce que le pouvoir de la CEDEAO soit davantage renforcé, afin de transférer une bonne partie de la souveraineté des États de la sous-région à cette institution, qui devra tout coiffer à l'échelle régionale. Puisque selon lui, « à force de s'accrocher bec et ongle à la souveraineté de nos États, cela a fini par fragilisé la CEDEAO ou la souveraineté de la sous-région », au détriment des micros États.

Régler le problème de légitimité

Pour définitivement régler le problème de légitimité qui s'impose avec acuité aux pays de la sous-région, la solution serait d'après l'Élu du peuple, de réduire la souveraineté des États et de le confier à la CEDEAO.

« Si nous devions une fois de plus emprunter un raccourci pour régler nos problèmes de légitimité et de mauvaise gouvernance, l'approche que je propose est de transférer une bonne partie de la souveraineté de nos États à la CEDEAO », propose Séna Alipui.

Adopter un principe d'évolution

Constatant que l'Afrique a trop perdu de temps dans des approches conflictuelles, Séna Alipui, invite à opter pour un principe d'évolution.

«L'Afrique a perdu assez de temps avec une approche conflictuelle, révolutionnaire qui passe par des manifestations de rues, des conflits, de la désinformation organisée, l'invective, la dictature de la pensée unique ». Il s'impose selon le député, « un principe d'évolution dont la première étape est la destruction de l'existant ». Et de poursuivre, « … l'histoire des soixante (60) dernières années, il y a du bon et du moins bon que nous devons assumer sans faux fuyants ». ***gapola***

Zone franche

La zone franche togolaise au service du développement et de la promotion de l'emploi

Avec plus de trente (30) ans d'existence, la zone franche du Togo a réussi à s'imposer au fil du temps grâce aux avantages qu'elle offre aux entreprises adhérentes. Ces dernières disposent d'un statut privilégié, des avantages douaniers et fiscaux qui séduisent des opérateurs venus d'Asie, d'Afrique et d'Europe qui profitent de la position privilégiée de Lomé dans la sous-région. Ces différentes entreprises participent au développement de l'économie nationale, génèrent des milliers d'emplois, contribuent sans doute à réduire le chômage et à rendre autonomes les citoyens.

Le Togo a rendu opérationnelle l'Agence nationale de la promotion des investissements et de la zone franche (Api-ZF) par un décret en Conseil des ministres en août 2016. Cette décision est intervenue pour booster les investissements nationaux et internationaux dans les secteurs d'activités, ce qui permet de créer des emplois et de la richesse e faveur des populations.

Il y a dix (10) ans, la franche employait plus de 8000 Togolais. Aujourd'hui, le nombre d'employés s'est accru avec l'adhésion de plusieurs autres entreprises.On y retrouve des sociétés de peinture, de cosmétiques, de pêche ou encore des entreprises qui évoluent dans le domaine électronique, de l'automobile, etc. Les investissements consacrés par ces sociétés sont estimés à plus de 76 milliards de francs CFA.

radiooreole

Togo / Politique nationale de la qualité :

Un moyen pour renforcer la compétitivité économique

Le Togo tient à renforcer sa compétitivité économique grâce à son arsenal réglementaire en matière de normes et de qualité. En novembre 2019, une Politique nationale de la qualité (PNQ) a été approuvée en Conseil des ministres. Il s'agit d'une réponse aux exigences de conformité ainsi qu'aux normes internationales en la matière. Elle développe et impose progressivement la notion de qualité convenable, pertinente et efficiente au Togo.

Suite au lancement en 2017 du « Prix Cedeao de la qualité », le Togo a organisé dans la foulée, la première édition du « Prix de la qualité », un concours auquel ont participé des entreprises et laboratoires nationaux engagés dans la démarche qualité. Ce prix s'aligne sur les normes de management de la qualité de l'Organisation internationale de normalisation (Iso) 9001/9004.

radiooreole

Togo:

Des marins mécontents de l'organisation du test COVID au port

Seul port en eau profonde dans la sous-région avec des équipements et infrastructures adaptés à des trafics diversifiés, le Port Autonome de Lomé (PAL) accueille de plus en plus de navires de dernière génération. Et en plus des eaux territoriales mieux sécurisées, il n'est pas étonnant de voir plusieurs bateaux en rade dans l'espace maritime togolais. Sauf qu'avec la pandémie de Covid-19, et l'instauration des tests obligatoires avant le changement de tout équipage, la gestion devient une routine qui n'est du goût des marins, qui dénoncent une mauvaise organisation, soldée par des pertes temps et des risques de contamination.

Avec le renforcement des mesures sécuritaires, la construction des infrastructures adaptées à des trafics diversifiés, le Port Autonome de Lomé, seul port en eau profonde dans la sous-région, se positionne stratégiquement, et ce, depuis quelques années, comme un hub logistique de la sous-région.

Un avantage stratégique qui d'ailleurs permet au pays, d'accueillir des navires de dernière génération. Mais avec la pandémie de Covid-19, la donne est tout autre et la gestion de l'équipage des bateaux tout un problème, puisqu'il est décidé au niveau du port, de soumettre les marins au test Covid-19 avant leur départ, du moins, avant qu'il n'aille prendre le vol pour rentrer chez eux.

Un processus, qui selon certains marins étrangers, s'apparente plus à une punition qu'à une simple formalité, vu les tracasseries et les pertes de temps que cela engendre.

Pour ce marin Français, « avant le problème ne se posait même pas, puisque les formalités s'effectuaient avec une très grande célérité. Mais avec la pandémie de Covid-19, pour changer l'équipage et nous libérer pour qu'on rentre chez nous, nous sommes d'abord emmenés au quai, ou nous sommes soumis aux tests avant de nous ramener au bateau en attente des résultats. Et c'est quand le test s'avère négatif qu'on nous autorise à aller faire les formalités pour prendre le vol et partir. Ce qui est d'ailleurs normal pour la sécurité de nous tous».

Mais ce que nous déplorons poursuit-il, « c'est qu'il y a plusieurs bateaux en rade. Et au lieu que les tests ne se fassent bateau par bateau pour éviter les risques de contamination, ils nous prennent tous ensemble et nous regroupent tous au même endroit avec des risques de contamination. Au-delà, aucune disposition n'est prise pour que l'on reçoive les résultats dans les délais. On nous fait trainer 4 à 5 heures sans nous donner à manger ni à boire et encore sous le chaud soleil. Et quelques fois, c'est toute la journée qu'on nous prend sous prétexte que tous les bateaux en rade veulent soumettre leurs marins au test. Alors que selon la restriction en vigueur, à partir de 16 h rien ne doit sortir ». Une mauvaise organisation du service médical en charge des tests au PAL, qui non seulement influe sur nos activités avec des pertes de temps, mais nous fait courir des risques de contamination.

Pour ce tout autre marin, « au-delà du temps qu'ils nous perdent, le risque en nous regroupant ensemble, c'est qu'il peut y avoir des membres d'un équipage contaminé sans qu'on ne le sache, à force de ne pas vouloir effectuer les tests bateau par bateau, on nous soumet à de fort risque de contamination ».

Une nécessité donc pour l'Unité de santé du Port Autonome de Lomé de rectifier le tir en mettant en place une équipe disponible 24/24h pour les tests afin de garder la place de choix du PAL dans la sous-région. Sans cela, le PAL continuera de perdre certains armateurs qui se dirigent vers d'autres ports de la sous-région.

gapola.net

Travaux de construction de l'IFAD de Barkoissi :

32,99% de taux de réalisation des travaux

Lancés en mai 2018 par le chef de l'Etat Faure Gnassingbé, les travaux de construction de l'Institut de Formations pour l'Agro-Développement (IFAD- Elevage) de Barkoissi se poursuivent. Avec à ce jour, 32, 99% de travaux réalisés, l'IFAD de Barkoissi a pour finalité, la mise en place d'une filière de formation pour les métiers de l'élevage, notamment de bovins laitiers pour accompagner la mise en place d'une filière laitière, de petits ruminants, de volailles ainsi que de porcins.

Pour s'assurer de l'état d'avancement des travaux et se faire une idée d'éventuelles difficultés, le ministre Noêl Bataka a effectué une visite sur le site ces dernières 24 heures.

Ce projet gouvernemental en plein chantier sera ouvert à tous les jeunes de la localité, mais aussi de toutes les régions du pays, et même de la sous-région.

Il permettra de former des techniciens et de la main d'œuvre qualifiée en fonction des besoins prioritaires du pays afin d'assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

La création de l'IFAD-Elevage de Barkoissi participe ainsi au vaste projet de modernisation du secteur agricole, avec un accent mis sur la transformation et la commercialisation des produits laitiers et de la viande.

Sur le site, les différents blocs sont en construction (bloc administratif et pédagogique, internat, restaurant, ainsi que des aires de jeux).

La ferme d'élevage quant à elle sera composée, d'une part, d'infrastructures pour l'abreuvement des animaux et la culture du fourrage, notamment un barrage et d'autre part, des infrastructures pour la transformation et la commercialisation des produits laitiers et de la viande.

A travers, une telle descente, le gouvernement, en plus de contrôler l'état d'avancement des travaux, veut aussi donner des orientations pour la réussite des travaux.

L'IFAD de Barkoissi sera e 2ème Institut de Formation pour l'Agro-Développement (IFAD) dédié à l'élevage.

Le messager &Cellcom MAPAH

Média

LES ENTREPRISES DE PRESSE ET LES PROFESSIONNELS DE LA COMMUNICATION ONT JUSQU'AU 21 AOUT POUR LEURS DEMANDES DE DELIVRANCE DES RECEPISSES...

des demandes de délivrance des récépissés de déclaration de parutions écrites et en ligne, de cartes de presse et d'autorisations d'exploitation de Web Télévision et Web Radio.

Ainsi à travers un communiqué en date du 07 août dernier et signé de son président Pitaliunani Télou, la HAAC invite les entreprises de presse et les professionnels de la communication à effectuer les dépôts au siège de l'institution au plus tard le 21 aout 2020 à 17H30. «Tout dossier arrivé au-delà de 21 aout sera rejeté », précise le communiqué.

L'instance de régulation des medias au Togo invite également tous ceux qui ont déjà introduit des demandes « à les actualiser sur la base des fiches indicatives disponibles au siège ou sur le site de la HAAC. ».

Elle rappelle que «tous les dossiers doivent être conformes aux dispositions de la loi n°2020-001 du 7 janvier 2020 portant Code de la presse et de la communication en République »

Togoreveil

Filière bétail-viande :

Une aire d'abattage sera construite à Kpalimé, Sokodé et Kara

Pour garantir le bon développement de la chaîne de valeur bétail-viande, il est important d'investir dans la valorisation, la promotion de la transformation et la commercialisation des produits carnés. C'est ce que préconise l'axe 2 du Plan national de développement (PND) qui prône le développement des pôles de transformation des produits agricoles. Devant ces prescriptions, le Togo veut construire trois (03) aires d'abattage à Kpalimé, Sokodé et Kara, en raison d'une par localité. Chacune sera dotée, outre les bâtiments administratifs et d'exploitation de traitement de brûlage de petits ruminants, d'un bloc sanitaire, d'une construction de fosse septique et des puits d'infiltration. Déjà, la construction de l'aire d'abattage de Kara est réalisée à 81%.

Ces infrastructures contribueront à rendre plus accessibles les produits de qualité aux populations et permettront de promouvoir l'entrepreneuriat dans les différentes régions du pays. Grâce à ce projet, l'Etat va faire d'une pierre deux coups : satisfaire les besoins sans cesse croissants en viande mais aussi créer des opportunités d'emplois convenables aux jeunes dans ces localités.

Les infrastructures n'auront aucun impact négatif sur la santé des citoyens parce que tout a été mis en œuvre pour respecter les normes d'hygiène, de propreté et de qualité en matière d'abattages d'animaux.

L'aire d'abattage de Kara prête à 81%

Le taux d'exécution des travaux de l'aire d'abattage de Djamdè à Kara est à 81%. Sa réalisation est évaluée à près de 180 millions de francs CFA. Cette aire sera suffisamment équipée et la voirie interne sera aménagée.

Le taux d'exécution du contrat de la voirie interne est d'environ 50%. Par ailleurs, le contrat de fourniture et celui d'installation des équipements ont été déjà signé. Ces deux contrats complémentaires sont estimés à 100 millions de francs CFA. Les travaux devraient être réceptionnés en septembre 2020, selon les prévisions.

Ce projet de réalisation des aires d'abattages adéquates et accessibles à la population est appuyé par le Projet d'appui au secteur agricole (Pasa), mis en place par le gouvernement pour soutenir les initiatives agricoles, favoriser l'épanouissement des acteurs du secteur en les dotant d'outils nécessaires pour le bon déroulement de leurs activités.

Mali

323 personnes sont mortes de violations et abus de droits de l'homme

Dans sa note trimestrielle publiée jeudi, la Mission des Nations Unies au Mali déplore qu'au cours du deuxième trimestre de l'année, la situation des droits de l'homme soit restée préoccupante et sans amélioration véritable au centre et au nord du pays.

La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) a ainsi documenté entre le 1er avril et le 30 juin, 632 violations et abus de droits de l'homme ayant causé la mort de 323 personnes dont 23 enfants et 11 femmes.

Ces données représentent une augmentation de 5,65 % par rapport aux violations et abus documentés au cours du trimestre précédent, période au cours de laquelle la Division avait enregistré 598 violations et abus de droits de l'homme ayant causé la mort d'au moins 380 personnes.

La situation des droits de l'homme a été caractérisée d'une part par les attaques récurrentes des groupes extrémistes qui ont entrainé à certaines occasions des violences meurtrières contre les populations civiles.

En réponse à ces attaques, les Forces de défense et de sécurité ont conduit de nombreuses opérations militaires et de sécurisation dont certaines se sont soldées par des violations des droits de l'homme notamment dans les régions de Mopti et Ségou.

Selon la note, les violences sur fond de tensions intercommunautaires ont également continué dans la région de Mopti, rythmées par des attaques des milices et groupes d'autodéfense peuls et dogons.

Le contexte a aussi été marqué par des mouvements de contestation des résultats définitifs des élections législatives. Cela s'est caractérisé par l'organisation de manifestations anti-gouvernementales notamment à Bamako, Mopti, Kayes et Sikasso.

La région de Mopti la plus affectée

La région de Mopti a été la plus affectée par ces violations et abus dans la mesure où, sur les 632 violations et abus documentés, 386 ont été perpétrés dans la région de Mopti suivie des régions de Ségou (52), Gao (47), Tombouctou (46), Kidal (37), Ménaka (35), Kayes (25), Sikasso (3) et Bamako (1).

Sur les 632 violations et abus de droits de l'homme, la Division a documenté 126 violations de droits de l'homme imputables aux Forces de défense et de sécurité maliennes (FDSM) tandis que 50 violations ont été imputées aux forces burkinabè.

Les groupes extrémistes tels que Al Qaeda au Maghreb Islamique (AQMI), Ansar Eddine, la Katiba Macina, Jama'at nusrat al-Islam wal Muslimin (JNIM), Al Mourabitoune et autres groupes similaires ont été responsables de 123 abus de droits de l'homme.

De leur côté, les groupes armés signataires ont été responsables de 63 abus de droits de l'homme tandis que les milices et autres groupes armés d'autodéfense communautaires ont perpétrés 232 abus de droits de l'homme.

Enfin, 38 abus de droits de l'homme ont été perpétrés par des groupes armés non identifiés.

24huereinfo.com

Coronavirus

En Côte d'Ivoire les acteurs de la culture frappent à toutes les portes

En Côte d'Ivoire, les artistes se mobilisent pour demander l'aide de l'État face au Covid-19. Depuis des mois, le secteur culturel souffre face au ralentissement économique entraîné par l'épidémie. Après avoir sollicité la ministre de la Culture, des professionnels du secteur culturel sont allés à la résidence du nouveau Premier ministre pour le sensibiliser à leur situation et tenter d'obtenir de l'aide.

Ce n'est pas un hasard si la délégation s'est rendue chez le Premier Ministre. Hamed Bakayoko est bien connu pour être un fan de musique. Le chanteur **A'salfo**, star du groupe **Magic System**, espère qu'il sera donc sensible au message.

« *Est-ce quelqu'un qui est attaché à la culture ? C'est indéniable. Mais ce que nous attendons du gouvernement, c'est de l'accompagnement, du financement ou des subventions. Le monde de la culture a été le premier touché par les mesures barrières, du fait de la fermeture de tous les lieux de plaisir…* »

Mercredi la délégation avait rencontré la ministre de la Culture. Raymonde Goudou Coffie s'était dite solidaire, tout en rappelant qu'environ 1200 artistes avaient pu bénéficier d'environ 450 euros chacun.

Trop peu selon A'salfo. « *Cela montre que le gouvernement a une pensée pour le monde de la culture. Mais (est-ce) suffisant ? je dirais non. Le monde de la culture a été oublié et on attend qu'un geste soit fait envers nous. Pour un pays, c'est sa culture qu'il vend le mieux. Donc il est temps que nous soyons accompagnés à notre juste valeur* ».

Georges Azziz Haddad travaille dans l'événementiel en organisant concerts, expositions ou encore séminaires. Il décrit un secteur sinistré. « *Cela fait sept mois que nous ne travaillons pas. C'est des collaborateurs au chômage… Mentalement, ça a rendu oisifs tous les intermittents, touport de nouakchott les intermédiaires… Il y a urgence. Ça urge. Il faut que l'État aille très vite, maintenant. Il y a des familles dehors, il y a des familles démunies…* »

Une urgence d'autant plus grande que selon la délégation, le secteur culturel sera impacté jusqu'à levée totale de toutes les restrictions.

Rfi.fr

Lutte contre la Covid-19 à l'Aéroport de Lomé

LES NOUVELLES MESURENT VUES PAR CHRISTIAN KLIKAN COORDONNATEUR DU MOUVEMENT «TOGO POUR TOUS»-BELGIQUE

«En Belgique, le test se fait dans le nez et ça fait mal, ici à l'Aeroport il se fait dans la bouche et sans douleur»...

«Le Togo s'est encore montré disponible aux côtés de ses fils et filles de la diaspora qui souhaitent rentrer au pays, lors de cette crise sanitaire»: se réjouit Christian Klikan, Coordonnateur Belgique du Mouvement «Togo pour Tous» dès son arrivée au Togo ce dimanche 09 août 2020 en provenance de la Belgique. Les premières impressions de cet illustre togolais de la diaspora sur les dispositions prises par les autorités togolaises dans le cadre de la réouverture de l'aéroport International Gnassingbé Eyadema de Lomé Tokoin sont globalement marquées par une grande satisfaction.

L'homme salue l'engagement du Président de la République et l'ensemble du Gouvernement pour les dispositifs sécuritaires mis en place pour préserver la santé des passagers contre la Covid-19. «Par rapport à d'autres pays,selon les témoignages de nos amis d'autres pays de la sous-région qui voyagent à travers le monde,je peux dire que le Togo fait mieux actuellement.On ne peut que dire merci aux autorités.»

Christian Klikan saisit l'occasion pour inviter ses compatriotes de la diaspora qui désirent revenir, de ne pas avoir peur,de revenir vivre l'expérience.»Tout est facile ici à l' Aéroport International Gnassingbé Eyadema de Lomé . « Le test est à 40.000 FCFA ici alors qu'il coûte à 100 euros au Bénin d'à côté», a-t-il dit. Mr Christian fait savoir qu'un pré-test est effectué en Belgique pour s'assurer qu'on ne sera pas mis en quarantaine une fois arrivé à Lomé où un autre test est encore fait.

«En Belgique,le test se fait dans le nez et ça fait mal.Ici à l'aviation de Lomé, ça se fait dans la bouche et sans douleur» témoigne ce togolais de la diaspora. A travers l'expérimentation desdites nouvelles mesures, le mouvement «Togo pour Tous» veut vendre la destination Togo et rassurer tous ceux qui désirent fouler le sol Togolais en ce moment de la pandémie qu'ils peuvent venir sans difficulté. Dirigé par l'honorable Beausoleil Obékou, «Togo pour Tous» compte mener des actions de grandes envergures dans les jours à venir en faveur du développement du Togo aux côtés des autorités, conformément au Plan National de Développement (PND).»Nous sensibilisons nos frères de la diaspora à venir investir au pays.Le Gouvernement ne peut pas tout faire.

En étant que fils et fille du Togo, il faut contribuer au développement du Togo.Il n'y a que par celà qu'on peut développer son pays et c'est notre objectif au sein de «Togo pour Tous» précise l'honorable Beausoleil Obeku qui s'est également félicité de l'implication du Gouvernement pour la réouverture de l'espace aérien togolais ce qui a permis de revoir les amis, frères. «On est fier de les revoir en bonne santé». Le Député a rassuré qu'il aura bientôt des activités menées par son mouvement.Des préparatifs sont en cours.

Le Mouvement «Togo Pour Tous est un cadre de réflexion, d'échanges et d'actions pour la préservation de la Paix, la sérénité, la cohésion et le vivre-ensemble afin de pouvoir contribuer efficacement à la mobilisation de toutes les forces vives de la nation au service du bien-être de tous les Togolais. Il se veut aussi un moteur de développement qui œuvre pour la mise en œuvre du Plan National de Développement initié par le Président de la République Faure Essozimna Gnassingbé.

Togoreveil

Système financier décentralisé:

Le bond malgré la crise sanitaire

Le développement économique impose, en marge d'un certain système classique, la mobilisation de la petite épargne en milieu rural et urbain. Il s'avère alors nécessaire de promouvoir des structures alternatives de financement, dont le rôle et la place se trouvent incontournables face à plusieurs situations que connaissent nos pays.

La régression de l'activité économique dans les pays de l'Uemoa, à cause de la crise sanitaire liée au coronavirus, n'a pas empêché les services financiers décentralisés du Togo (SFD) de faire des progressions au premier trimestre 2020.

Selon un rapport publié ce vendredi 07 août par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'ouest (Bceao), traité par nos confrères de Togo Business News, « Le montant des dépôts collectés par les services financiers décentralisés (SFD) du Togo a augmenté de 8% en glissement annuel au premier trimestre 2020, et l'encours des crédits a connu une hausse de 2,7% sur la période considérée ».

En effet, depuis plusieurs années selon les informations, les structures traditionnelles de financements des PME/PMI, ainsi que les banques, et bien d'autres structures financières ont rencontré des difficultés qui ont contribué : « à aggraver la stagnation, voire la régression de l'activité économique dans la zone UEMOA. Une situation qui au fil des temps s'est traduite par la liquidation de la plupart des banques de développement ». Aujourd'hui tout semble aller mieux selon la Bceao, et les chiffres, « font état de 1, 520,9 milliards de FCFA, une année plus tôt, soit une augmentation de 9,4% ».

Avec pour objet principal d'offrir des services financiers à des personnes qui n'ont généralement pas accès aux opérations des banques et établissements financiers traditionnels, le système financier décentralisé joue un rôle important dans l'économie de chaque pays.

Ainsi, selon Togo Business News, « la hausse a été plus observée au Mali avec 17,5%, alors que le plus fort repli a été noté au Niger (-2,3%). La Côte d'Ivoire pour sa part arrive en tête avec une progression de de 19,1%. La Guinée-Bissau a été l'unique pays dont la diminution a été notée (-31,10%).

Déjà que la pandémie du coronavirus a bouleversé le pouvoir économique des pays, qu'ils soient africains ou occidentaux, l'État togolais s'est engagé à aider les systèmes financiers décentralisés.

Ainsi avec le concours de la Bceao, qui déjà dispose des liquidités suffisantes selon le ministère de l'économie et des Finances, il compte accompagner cette structure afin de lui permettre également de sortir de cette léthargie.

lenouveaureporter

Civisme:

L'usage de téléphone au volant, un danger public

L'usage de téléphone au volant est depuis quelques années, rentré dans les habitudes des conducteurs d'automobiles à deux et à quatre roues, et ce, au point de devenir une mode. Et pourtant, ce comportement incivique, multiplie par trois (3) le risque d'accident sur nos routes.

Ignorer les sollicitations de son portable au volant de sa voiture et au guidon de sa moto ou vélo, demeure de plus en plus difficile pour de nombreux automobilistes qui en le faisant, non seulement mettent leur propre vie en danger, mais également celle des autres usagers de la route.

Mais depuis quelques années, ce comportement incivique, loin de devenir une simple habitude pour les Togolais, est même érigé en mode. Et aujourd'hui, pas tout à fait étonnant de voir des responsables à bord de leur volant et guidon en pleine circulation, en conversation téléphonique. Et ce, sans prendre soin d'effectuer le juste petit arrêt, le temps de finir la conversation téléphonique avant de poursuivre la route.

Faire preuve de responsabilité

Si au Togo aucune étude ne s'est réellement consacrée sur la contribution de cet acte incivique dans l'accroissement des accidents, selon l'Observatoire Français interministériel de la Sécurité routière (ONISR), ledit comportement des usagers de la route, multiplie par trois (3), les risques d'accidents. Et tout comme les autres infractions, l'usage du téléphone portable au volant, peut être sanctionné par des paiements d'amendes ou le retrait pur et simple du permis de conduire. D'où la nécessité pour tout usager de la route, de faire preuve de responsabilité pour non seulement se protéger, mais également protéger les autres.

gapola.net

OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
#CQFS
Bénéficiez d'une réduction de 40% sur la TPU
pouvant aller jusqu'à quatre ans selon votre affiliation
à une structure d'accompagnement vers la
formalisation telles que les CGA, DOSI, ANADEB.
OTR
OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES
#CQFS
L'OTR est désormais disponible sur «WhatsApp»
pour vos questions, observations et commentaires liés
à la fiscalité et à la douane via le numéro
(+228) 90 99 41 01
Office Togolais des Recettes - OTR

Togocel
Togotelecom

TOGOCOM ÉTEND SA COUVERTURE
RÉSEAU MOBILE AU TOGO

Rejoignez le
RÉSEAU 4G+
N°1

+100 NOUVELLES ANTENNES
DÉJÀ DÉPLOYÉES

- ADÉTIKOPÉ-KLADJÉMÉ
- ADOUGBÉLAN
- AGOTIGOMÉ
- AHOMA
- AKPOSSOU
- ALAOUSSO
- ALINKA 2
- ANÉHO-YÉSUVITO
- ANIÉ-KABLÉKOPÉ
- ANIÉ-LOSSOKOMÉ
- AOU-MONO
- ATALO
- ATIKOLOÉ
- BASSAN-KOPÉ
- BIDJANDÉ
- BOCCO
- BONANGANA
- CINKASSÉ-TOTAL
- DALINKO
- DANTCHO
- DANYI-DZOGBÉGAN
- DANYI-KONTA
- DJADOUKOPÉ
- DJAGBLÉ-AGODOMÉ
- DJARKPANGA-PRÉFECTURE
- DJÉKLOÉ
- DJIYÉGA
- DZÉYIBO
- DZOGBÉKPÉMÉ
- ÉDIWLOU
- ÉHOUI
- ÉKÉTO-ÉLAVAGNON
- GAOUGBLÉ
- GAPÉ-ATCHANVÉ
- GATI-AGODOU
- GBANTCHAL
- GBOTO-KOSSIDAMÉ
- GOULBI
- HAVÉ
- ITOKOUBÉ
- KADJAFÉ
- KADOGOU
- KARA-BOSCO
- KARA-CHAMINADE
- KARA-SOS
- KARA-TCHINTCHINDA
- KAVÉ
- KITANGOULI
- KOLO-MÉSSIWOBÉ
- KOUBOUABOU
- KOUDZRAGAN
- KOUGNOHOU-DJOKOUMÉ
- KOUNTOUARÉ
- KOURIENTRÉ
- KOUTCHITCHÉOU
- KPALIMÉ-HÔTEL
- KPÉKPÉTA
- KPÉTAB
- KPÉTCHIHOÉ
- KPÉTSOU
- LABARKOUTA
- LAKIYÉKOU
- LAMBOUNDI
- LANKUI
- LA PAIX
- LÉDIYO
- MANDOURI 2
- MATÉKPÉ-ABADJÉNÉ
- ATIÉGOU 3
- NAMPOCH
- NASSIKOU
- NATARÉ
- NATIGOU
- NATIPONI
- NGAMBI
- NIAMTOUGOU-KANTAMBOLI
- NOTSÈ
- NOTSÈ-NAOLO
- OFOUNAGBO
- OGARO
- OGOU-AKODÉSSÉWA
- OLIGO
- OLOUTOKOU
- PAGALA-VILLAGE
- PAGOUDA-KAGNISSI
- PAYOKA
- SAMAI 2
- SÉGBÉ-VIÉTÉ
- SIYIMÉ
- SOGBOHOÉ
- SOKODÉ-KPANGALAM
- SOTOUBOUA-SONDÉ
- TAMBONGA
- TCHAGRI-TCHAKPA
- TCHAPOSSI
- TCHÉKOUNI-KOPÉ
- TCHÉKPO-DÉVE
- TCHIMBÉRI
- TCHINMUL
- TCHOGOUMA
- TCHORÉ
- TOBOSSÉ
- TOHOUN-DOUANE
- TOKO
- TONTONDI
- TSAVANYA
- TSÉVIÉ-TÉKANYI
- VHÉ
- VOATTIVÉ
- WOGBA
- ZAFI
- ZÉGLÉ

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

@togocom.tg | @togocom_tg
Service Client : 888 | 119
7 jours/7 de 7h à 21h
togocom.tg | togocel.tg | togotelecom.tg

Groupe Forum Presse (GFP)

Directeur Général chargé de la Publication
Jean-Baptiste K. D. DZILAN
(*alias* Dimas DZIKODO)
B.P. 81 129 Lomé-TOGO
Siège : Ancien Immeuble Air Burkina Tokoin Wuiti
Tél **22 61 14 72 / 93 53 54 55** Fax 22-22-09-51
E-mail : forumquotidien@gmail.com
Récépissé n°200/15/05/03/HAAC

Directeur de Rédaction

Comité de Rédaction
Ayi ATAYI
Kiwi AMEGAH-WOVOE
Michel AKOETE
Infographie
ALLYN EKOUE MOBALI
Directeur Commercial : Norbert APETOH

Technicien Informatique: Mobali E. ALLYN
Imprimerie SDR (22 22 06 49)
Tirage : 5000 exemplaires